

## ***Les Réformes au Maroc; de la Stabilisation à la relance : Une vision globale et cohérente.***

***Par :***

***Pr. Hassan KHALOUKI***

*Enseignant Chercheur, Université My Ismail,  
FSJES, Meknès.*

### ***Résumé***

Tout chercheur qui s'intéresse aux réformes réalisées au Maroc durant les dernières décennies ne peut s'empêcher de remarquer la faille qui existe entre les ambitions et les faits. En fait, l'ensemble des réformes a été présenté et justifié comme une condition incontournable à la croissance économique et l'intégration dans l'économie mondiale.

Les constats n'ont pas confirmé les promesses, la réforme de l'économie à affecter positivement la croissance mais non d'une façon significative, c'est à dire qu'elle ne s'est pas traduite par des effets notables sur l'amélioration du bien-être, puisqu'elle se trouve gênée par sa dépendance de l'extérieur : Les performances économiques ont été faibles, les inégalités sociales se sont aggravées, la compétitivité de l'économie est de plus en plus menacée. Ces résultats sont porteurs d'interrogations décisives : les réformes ont-elles été réalisées pour assurer la croissance économique ? Celle-ci n'est-elle pas un simple alibi pour couvrir d'autres finalités ?

### ***Mots clés :***

Réformes économiques, croissance, ouverture, développement.

**Introduction.**

L'économie marocaine d'aujourd'hui fait face à un défi celui de la mondialisation, et régionalisation de l'économie mondiale, sur la base des règles nouvelles et des mutations technologiques. L'intégration du Maroc peut générer des gains dépassant les gains traditionnels, en permettant d'exploiter les économies d'échelle, de profiter de nouvelles opportunités en terme de marché et d'attrait des capitaux et technologies étrangères.

Ainsi, l'économie marocaine c'est largement ouverte sur l'extérieur aussi bien en matière du commerce extérieur qu'en matière d'investissement étranger. Cette mutation requière un effort d'adaptation aux exigences de la concurrence étrangère. Le programme d'ouverture et de redressement de l'économie marocaine s'appuie sur le rétablissement des équilibres macro-économiques, sur l'adaptation et la modernisation du dispositif législatif et réglementaire ainsi que les réformes de structure pour l'amélioration de l'environnement économique. Plusieurs interrogations demeurent posées. Les réformes de libéralisation adoptées sont-elles suffisantes pour une insertion dans l'économie mondiale ? Quels sont les moyens à mettre en œuvre pour réussir cette insertion ?

Pour appréhender les véritables finalités des réformes économiques introduites au Maroc, il importe de s'interroger sur les résultats obtenus ainsi que sur les perspectives que ces réformes ont elles ouvert à l'économie nationale. La référence à l'expérience du Maroc va nous permettre à la fois d'illustrer la problématique de développement et de porter un premier regard sur les facteurs de résistance qui font que le processus de libéralisation non seulement piétine mais débouche sur des résultats mitigés.

**I- La stratégie d'ouverture : Des choix ambivalents.****a/ Régulation des échanges.**

Nous devons préciser que l'ouverture ne se pose plus en termes de choix, faut-il ou non ouvrir l'économie marocaine ? Mais en termes de donnée à laquelle il faut composer, une contrainte à laquelle il faut s'adapter, la question qu'on devrait se poser c'est quels sont les moyens à mettre en œuvre pour préserver notre ouverture et pour tirer le meilleur parti de cette mutation de l'économie mondiale ?

L'ouverture de l'économie s'est traduite par une libéralisation des échanges qui vise une utilisation optimale de l'avantage comparatif. Ainsi, malgré une diversification accrue de sa structure productive, malgré un avantage comparatif en coût du travail, l'écart entre l'évolution de la dynamique des échanges extérieurs d'une part et celle du taux de croissance

du PIB d'autre part est inquiétante, il apparaît clairement que les effets escomptés de l'ouverture n'ont pas été totalement réalisés. Les politiques d'ouverture n'ont pas permis un décollage de l'économie. Donc si les réformes ne sont pas porteuses de croissance c'est d'abord parce que leurs finalités sont étrangères voir opposées aux exigences de développement économique et social du pays.

La stratégie marocaine de l'ouverture peut être qualifiée d'ambivalente, puisqu'elle comporte à la fois des aspects de protection et des éléments de libéralisation. L'application concrète des choix initiaux dans la régulation des échanges éclaire nettement la nature de cette stratégie qui reste soumise à certains contrôles biens réels afin de garder les clefs de la porte ouverte. Les moyens utilisés à cette fin sont notamment les droits de douane, les licences, les barrières tarifaires et non tarifaires aux échanges.

La politique d'ouverture fondée sur une politique de libéralisation progressive de l'économie, constitue aujourd'hui un élément irréversible et pourrait hypothéquer la croissance future de l'économie marocaine d'où la nécessité d'adopter des réformes, des politiques d'accompagnement, en vue d'améliorer la productivité des différents secteurs, ainsi que la qualité des produits.

Les résultats attendus de l'ouverture de l'économie sur l'extérieur consistent dans la convergence des niveaux du bien-être par le biais d'un accroissement du volume des échanges, d'un approfondissement de la spécialisation et d'une délocalisation des ressources. Toutefois, il apparaît que l'économie marocaine est encore fragile pour affronter la concurrence internationale, le développement du libre échange semble insuffisant pour améliorer le bien-être.

Parce que le Maroc n'est qu'aux premières phases de son développement économique et institutionnel, les dysfonctionnements et problèmes sont inévitables et vont persister. La relation entre le taux d'ouverture et le taux de croissance ne semble pas donc être confirmée, l'explication de cette situation réside dans le fait que si l'économie s'ouvre, la croissance fondée sur les exportations, générera en même temps des importations de plus en plus importantes et par conséquent, un déficit commercial de plus en plus lourd et un taux de couverture de plus en plus bas.

Le déficit chronique de la balance commerciale trouve son origine, tout d'abord dans les limites de la compétitivité des activités d'exportation, cette situation est expliquée à la fois par l'instabilité des exportations marocaines et leur concentration sur un nombre limité de

produits et de pays, en suite dans les réformes de libéralisation et leurs conséquences sur l'évolution des importations.

Cette ouverture implique nécessairement que la concurrence deviendra plus vive sur nos marchés traditionnels, mais offre aussi aux exportateurs de nouvelles perspectives. Ainsi, en l'absence d'une véritable articulation de la politique commerciale, les effets de l'ouverture risquent d'être mitigés. L'ouverture du Maroc et son ancrage dans l'économie mondiale doit être complétée par un ensemble de réformes en vue d'une mise à niveau de son économie et pour sauvegarder ses acquis et tirer profit des opportunités de cette libéralisation.

D'une part, le Maroc ne peut miser durablement sur ses seuls biens intensifs en main d'œuvre, face à de nouveaux concurrents toujours plus nombreux. Les avantages de cette situation comportent des risques majeurs : Les avantages en terme de mains d'œuvre sont minimisés face aux avantages des pays industrialisés en termes de diffusion technologique, force financière, rendement d'échelle, réseau d'information... Le déficit dans ces domaines se creuse et par conséquent, il est très difficile d'évoquer intégration, la compétitivité de notre économie dépendra moins des avantages comparatifs traditionnels mais des avantages comparatifs futurs. Sa spécialisation devra ainsi se modifier en direction d'autres biens plus intensifs en capital et technologie. Le Maroc l'a, sans doute compris, mais cela exige des réformes de structure.

De tous ces développements, il apparaît que l'économie marocaine est encore fragile pour affronter la concurrence internationale, il ressort que le degré d'ouverture ne semble pas suffisant pour une croissance soutenue et durable. Le taux d'ouverture est élevé mais le taux de croissance reste très limité, le développement du libre échange semble insuffisant pour améliorer le bien-être. Autrement dit, le manque de dynamisme des économies du sud en général et du Maroc en particulier, n'est pas expliqué par la faiblesse de leurs relations extérieures. Si l'ouverture est nécessaire à la transition, elle n'est pas toujours suffisante. Encore faut-il que les comportements des agents évoluent sans quoi il ne s'agit que d'une simple greffe de l'ouverture, ce qui n'est pas sans risque.

La régulation d'une économie semi-réformée s'avère bien plus complexe puisqu'il existe des secteurs plus ou moins réformés. A cet égard, l'articulation de la réforme à l'ouverture est essentielle dans la mesure où l'incomplétude des réformes exerce des effets sur l'ouverture : Les secteurs les plus ouverts sont-ils les plus réformés ? Ainsi, avec la libéralisation de l'économie, on risque de se diriger de plus en plus vers la prédominance du

capital étranger dans l'économie marocaine au détriment du capital national, vers une spécialisation peu porteuse de croissance et en fin vers une dépendance de plus en plus de l'extérieur.

A cet égard il s'avère nécessaire que les respectives d'une spécialisation doivent être recherchées dans les activités porteuses de croissance et qui peuvent bénéficier d'un transfert technologique et où on peut utiliser, d'une manière optimale, notre avantage comparatif. Une diversification sectorielle et géographique est inéluctable, elle pourrait se concrétiser avec l'avènement d'une zone de libre échange et son corollaire l'investissement étranger.

#### **b- L'investissement direct étranger.**

La libération de l'économie marocaine a entraîné, certes l'essor des investissements étrangers, elle s'est traduite par de nouveaux dispositifs d'incitation offerts aux investisseurs étrangers. Cependant, et malgré les efforts d'incitation et de promotion, la montée des IDE reste modeste comparativement à certains pays concurrents, et par rapport aux atouts du pays et aux opportunités offertes. D'autre part, sous l'effet du rôle croissant des firmes étrangères sur son marché intérieur et, en l'absence des réformes des entreprises intérieures concurrentielles, les importations ne pourront que s'accroître à terme.

Croire que l'investissement étranger direct peut être un levier de développement et une condition de l'émergence est une illusion, surtout dans le contexte de mondialisation où la fonction et les déterminants de ces investissements ont profondément évolué. Ces derniers sont devenus un moyen privilégié de restructuration et de repositionnement stratégique des firmes à l'échelle mondiale, ils opèrent de plus en plus par des fusions que par le développement des forces productives. Leurs déterminants ont également évolué, les déterminants traditionnels tels que la disponibilité des ressources naturelles, l'abondance de mains d'œuvre bon marché, les marchés locaux des pays d'implantation ont perdu de leur importance au profit de nouveaux déterminants comme les capacités technologiques, d'innovation, les économies d'agglomérations, des infrastructures, l'accès aux marchés régionaux...

De ce fait, les pays ne deviennent attractifs qu'à partir d'un certain seuil de développement, à défaut, ils ne peuvent compter que sur leurs propres capacités, c'est pour cela qu'ils ne peuvent, sous peine de condamner leurs propres économies à la stagnation, renoncer aux réformes structurelles nécessaires à l'émergence d'une épargne intérieure

suffisante en comptant seulement sur les investissements étrangers. Car il faut d'abord émerger avant de vouloir, et surtout de pouvoir, attirer les investissements étrangers.

L'adhésion à la zone de libre échange est conçue comme une fin en soi et non pas comme une étape devant conduire à des étapes ultérieures d'intégration. Une zone dont l'objectif n'est pas d'homogénéiser l'espace mais de le segmenter et de le contrôler, est porteuse de risques majeurs pour l'économie nationale.

Notons en fin, que le succès de l'ouverture dépendra de la mise en place des vraies réformes politiques et économiques adaptées, des mesures d'accompagnement, afin de saisir les opportunités et de déclencher un processus de croissance durable pour la réussite de l'insertion de l'économie nationale dans l'économie mondiale :

Préserver les équilibres fondamentaux ; budgétaire, monétaire et extérieur.

Assurer un meilleur développement de l'infrastructure de base.

Améliorer l'investissement par le renforcement de la transparence de l'environnement légal et réglementaire et la simplicité des procédures administratives.

Assurer une meilleure gestion des ressources humaines et encourager le secteur industriel pour qu'il soit capable d'absorber les transferts technologiques.

## **II- Environnement institutionnel.**

Dans ce contexte de mondialisation et de globalisation des marchés, un arsenal de mesures ont été prises en vue d'accompagner le processus de transition économique. La mise à niveau de l'économie marocaine constitue un moyen incontournable pour assurer une meilleure intégration dans l'économie mondiale, il s'agit d'un processus de longue haleine, impliquant la participation de tous les acteurs de la vie économique. Le développement du secteur privé en particulier constitue un aspect essentiel du processus de la transition économique. Malgré son importance, le constat dressé ne suffit pas pour conclure que la croissance ne constituait pas la véritable finalité des réformes réalisées. Encore faut-il prendre en considération les objectifs stratégiques des acteurs.

### **a/ Le financement.**

Au moment où il est largement admis qu'il ne peut y avoir de développement économique sans développement financier, l'économie marocaine a besoin d'être dotée d'un système financier développé et diversifié en tenant compte à la fois des exigences nationales et des contraintes étrangères imposées par le phénomène de globalisation financière. La réalisation d'une croissance endogène moins dépendante des ressources externes, et donc

moins vulnérable, nécessite au préalable la réforme du financement de l'économie. Celui-ci doit se baser sur les ressources nationales en priorité, qui doivent jouer un rôle déterminant en la matière. Ce type de financement exige que soit réuni un certain nombre de conditions parmi les plus indispensables figure la mise en place d'un système financier plus dynamique et plus diversifié à même d'accompagner l'effort de développement du pays.

Les réformes financières s'inscrivent bien dans cette perspective, mais la tâche est difficile du fait que les réformes en appellent à leur tour beaucoup d'autres. En effet, comment peut-on envisager de réellement transformer les établissements financiers en véritables banques tant que subsiste un secteur d'état déficitaire, peu efficace, dépensier et imposant ? Toute la question est de savoir si l'application de ces réformes suffira pour conduire à la transition vers l'économie du marché ?

L'objectif visé de la réforme du secteur financier est d'enclencher le cercle vertueux de croissance : Financement de l'économie, promotion de l'investissement, création d'emploi et accroissement de l'épargne. Il semble que les effets escomptés ne sont pas encore atteints, d'une part le secteur financier connaît toujours une phase de transition, puisque les réformes qui touchent ce secteur ne sont pas encore achevées. D'autre part, ce secteur se heurte encore à des entraves qui s'expliquent essentiellement par la nature même de l'économie marocaine qui se caractérise par la prédominance du capital familial. En fin, le développement du secteur financier est tributaire de l'évolution et la dynamique de l'économie réelle.

L'expérience marocaine est édifiante. Elle nous a permis de constater néanmoins que malgré que la réforme financière ait été engagée depuis plus d'une décennie, l'économie nationale n'a pas encore pu réussir son passage à l'économie du marché, elle présente toujours des caractéristiques d'une économie d'endettement dans la mesure où le crédit bancaire demeure la source principale de financement. Abstraction faite d'autres critères et en ne tenant compte que de ce critère, on a l'impression que le rythme des réformes tourne au ralenti, pourquoi ?

La réponse à cette question appelle une approche globale qui tienne compte aussi bien des facteurs économiques qu'extra-économiques. En effet, il est frappant de constater, face au dispositif réglementaire impressionnant dont dispose le Maroc de nos jours, un déphasage énorme entre les textes et les faits. Les raisons de ce déphasage sont de tout ordre : mentales, sociales, politiques et administratives.

Sur le plan des mentalités, on peut constater que l'entrepreneur marocain préfère l'approche patrimoniale à l'approche capitaliste, c'est ce qui explique sa résistance à l'ouverture de son capital et au financement par le marché. Le crédit bancaire reste toujours la source de financement la plus dominante dans la mesure où 95% des concours à l'économie et 69% des créances sur le trésor public sont financés par les banques.

La structure sociale au Maroc dont les traditions sont bien encrées joue un rôle déterminant dans le développement économique. L'organisation de la société en réseaux permet de constater que la finance reste la chasse gardée de certaines familles. Ces facteurs dans leurs fonctions et leurs interférences bloquent le processus de libéralisation financière. Ils constituent un frein au développement financier dont a besoin le pays pour accompagner son développement économique.

#### **b/ Le Rôle des acteurs.**

Le développement économique n'est plus l'apanage des seuls pouvoirs publics mais il est devenu aussi et surtout l'œuvre des acteurs économiques privés qui sont appelés à relever les défis de la mondialisation et mener à bien une intégration de l'économie. Malgré les réformes engagées depuis l'adoption du PAS, le secteur privé n'a pas pu réaliser un véritable décollage, il ne peut pas être considéré actuellement comme un catalyseur de croissance. La lourdeur des procédures administratives et l'incertitude de l'environnement juridique constituent un handicap majeur au développement du secteur privé. Ainsi, la faiblesse des investissements privés est liée à des facteurs institutionnels et politiques autant qu'économiques.

Les pouvoirs publics sont appelés, de leur côté, de mettre en place toutes les composantes d'un environnement propice à l'initiative privée, notamment par la modernisation de l'environnement juridique et social, la réalisation des infrastructures de base, la constitution d'un capital humain adéquat et la mise en place de mécanismes de financement adéquats. La réforme du secteur d'état s'est jusqu'ici bornée à une simple décentralisation et tous les acquis en matière de libéralisation se sont réalisés à côté du secteur d'état ou par son contournement : L'économie marocaine est plus libéralisée grâce à la croissance du seul secteur non étatique, c'est pour le secteur étatique que les réformes sont restées les plus prudentes.



Si les réformes sont impulsées de l'extérieur, cela ne signifie pas nécessairement que l'état marocain, qui applique ces réformes les administre comme une simple contrainte, au contraire, c'est un auteur qui a un intérêt particulier dans l'application de celles-ci. Les réformes affaiblissent le contrôle de l'état sur l'économie, mais ne remettent pas en cause les structures économiques et sociales et idéologiques dominantes. Elles réaménagent le système sans le bouleverser.

La restructuration du secteur public est devenue inéluctable, en vue d'atténuer la rigidité du budget et de modifier sa structure. L'objet visé est de transformer les dépenses publiques en un moteur de croissance de l'investissement privé. Ainsi, le secteur public doit d'un côté élargir le secteur privé en lui intégrant les entreprises publiques ayant un caractère concurrentiel, d'un autre côté améliorer la compétitivité du secteur privé par un soutien à la mise à niveau des entreprises et un large accès aux sources de financement. Ajoutons à cela, les recettes de la privatisation doivent être affectées au soutien du secteur privé et à l'amélioration du bien-être social.

L'état doit mettre en œuvre une stratégie sociale intégrée : Lutte contre le chômage, accès aux soins de base, lutte contre la disparité et l'exclusion. Parler de croissance, d'inflation, de chômage.. C'est agiter des mots qui n'ont d'intérêt que parce qu'ils concernent des hommes. On ne lutte pas contre l'inflation pour le plaisir de stabilisation des prix, mais pour l'objectif de satisfaire des hommes, dans la mesure où l'inflation leur enlève l'emploi, le pouvoir d'achat, l'épargne, la sécurité de demain. C'est par rapport à de telles finalités humaines ; bien-être, justice sociale et démocratie qu'une théorie, une réforme, une politique doivent se définir.

Complémentaires au niveau de l'individu, ces finalités sont parfois contradictoires au regard de la politique économique et sociale, d'où des arbitrages et des choix collectifs où l'économique et le social retrouvent leurs significations, les plus nobles, celle d'une expression politique du progrès humain.

La fonction majeure de l'état n'est donc ni sa fonction de production, ni sa fonction de distribution, ni sa fonction de régulation, elle est de «découvrir » au sens littéral du terme les préférences collectives, c'est à dire de mettre en place les institutions, consultations et structures de décision capables de faire remonter de la base les informations nécessaires ; s'efforcer de distinguer le domaine du possible du domaine du souhaitable.

La rigidité propre au système peut-être la cause des difficultés à poursuivre les réformes : Comment les agents peuvent-ils être rationnels dans un environnement qui ne l'est pas ? Le centre peut même apparaître de moins en moins nécessaire, de plus en plus gênant, pour les secteurs avancés dans les réformes. Ce problème s'avère très difficile à résoudre d'où la nécessité de renforcer les institutions. Le nécessaire renforcement des institutions s'impose désormais de plus en plus. Le Maroc a ici pris du retard et a longtemps négligé ce préalable, pourtant essentiel, à la mise en œuvre des réformes. La faiblesse des institutions favorise le déséquilibre, voire les déviances, d'un système économique semi-réformé. Il s'agit ici de l'une des priorités de la deuxième vague des réformes ce qui signifie surtout une restauration(ou instauration) d'un état de droit, et non pas une nouvelle centralisation.

Le gradualisme des réformes consiste à mettre en place de nouveaux dispositifs, sans supprimer l'ancien système, ce qui a l'avantage de préserver, pour un temps, les intérêts des groupes menacés par la réforme. Souvent, cette stratégie est perçue comme un manque d'ambition de la part des réformateurs qui hésitent à annoncer clairement leurs objectifs réels et ultimes. Sans cela, il n'y aurait peut être jamais de réforme véritable. L'administration marocaine est sans aucun doute le facteur de blocage par excellence, ce qui cause des dégâts énormes à l'image de marque de notre pays.

L'articulation du politique et de l'économique est le dernier élément essentiel des réformes, l'idée d'une cinquième modernisation (la démocratie) est également nécessaire au succès des réformes, plus pour les motifs économiques que politiques. La décision de réformer l'économie et l'attente des résultats tangibles obligent à accepter simultanément un assouplissement du contrôle social. Peut-on en effet, accorder plus d'autonomie aux agents économiques, tout en préservant intacte la place du centre et sa complète capacité de réversion en cas de graves déséquilibres ? A l'irréversibilité des réformes semble donc s'opposer une réversibilité souhaitée du système. Une fois lancée, la poursuite des réformes ne pose aucun problème, tant qu'il existe une certaine convergence d'intérêts : Amélioration du bien-être collectif et enrichissement individuel.

### **Conclusion.**

En somme, durant la dernière décennie, l'économie a connu une véritable stagnation. La dégradation des conditions sociales et l'absence de perspectives ont profondément entamé la confiance dans l'avenir du pays. L'intensification des mouvements d'émigration clandestine et de l'exode des cadres vers l'étranger en est l'expression claire. Mais l'impact

des réformes ne se limite pas au type de performances économique et sociale obtenues, il affecte également les conditions futures de la croissance, car les réformes introduites portent en elles des choix stratégiques de politique économique qui conditionnent la nature et le rythme de la croissance dans l'avenir. Or, justement, certains de ces choix risquent de se révéler fortement préjudiciables à la croissance.

Pour que la nouvelle conception de l'insertion de l'économie devienne une réalité, il reste à lever certain nombre d'incertitudes qui constituent autant de défis pour le futur. Afin d'éviter tout dérapage qui pourrait compromettre la réalisation d'une meilleure insertion du Maroc dans l'économie mondiale, une véritable mobilisation et des changements profonds dans la gestion de l'économie est nécessaire.

Ainsi, les réformes adoptées n'ont pas eu d'effets notables sur la croissance. Les réformes ne manquent pas, mais c'est leur cohérence et leur mise en application qui pose problème. En effet, il ne suffit pas de mettre en place des réformes pour qu'elles deviennent réalité, mais plutôt il faut prévoir une phase d'assimilation de ces réformes par l'ensemble de la société.

En dépit des déclarations, des options publiques, des orientations économiques, des réformes institutionnelles... L'économie marocaine ne présente guère de tendances fermes au redressement économique et à l'enrayement des disparités à facettes multiples.

La question centrale, en rapport avec le colloque, n'a jusqu'ici connu aucune réponse satisfaisante : Les réformes entreprises pendant et après le PAS étaient-elles nécessaires ou tout au moins utiles ? A défaut de réponse satisfaisante la question continuera à alimenter les débats. Le chômage perdure en narguant les réformes et les critiques se multiplient encouragées par la prolifération des poches de pauvreté et les difficultés de mise en place de la réforme du système judiciaire, d'enseignement, administratif... Ces réformes dites de seconde génération doivent intégrer également d'autres domaines.

### ***Références bibliographiques :***

Abdouni Abdeljabbar. 2003. Ouverture et croissance économique dans les pays en voie de développement: contribution théorique et identification des liens empiriques à l'aide de l'économétrie des données de panel. Thèse de Doctorat. CEDERS

- Askenzy, P. 1997. « Commerce Nord-Sud, Inégalités et croissance endogène. ». *Revue Economique*. Volume 48. Issue 5. Septembre. Pp. 1219-1240.
- Aubin, C. 1994. « Croissance endogène et coopération internationale ». *Revue d'Economie politique*. 1041. Janvier-Fevrier.
- Autume Antoine et Michel Philippe. 1993. « Hystérésis et piège du sous-développement dans un modele de croissance endogène ». *Revue économique*, Vol. 44, No. 2. pp. 431-450.
- Azariadis Costas et Drazen Allan. 1990. “ Threshold Externalities in Economic Development”. *the Quarterly Journal of Economics*, Vol. 105, No. 2. pp. 501-526
- Balassa, B. 1985. “Exports, Policy Choices, and Economic Growth in Developing Countries after the 1973 Oil Shock”. *Journal of Development Economics*. Volume 18. Issue 1. May-June. pp. 23-35.
- Benhabib, J. et Spiegel, M. M. 1994. “The Role of Human Capital in Economic Development: Evidence from Aggregate Cross-Country Data”. *Journal of Monetary Economics*. Volume 34. Issue 2. October. pp. 143-173.
- Blomstrom, M. et Kokko, A. 1995. ”Foreign Direct Investment and Politics: The Swedish Model”. *Centre for Economic Policy Research*. Discussion Paper: 1266. November. page 36.
- Borensztein, E., DE Gregorio, J. et Lee, J.-W. 1995. “How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth?”. *National Bureau of Economic Research*, Working Paper: 5057. March. Page 20.
- Dasgupta, D., J. Keller, et T.G. Srinivasan. 2002. “Reform and Elusive Growth in the Middle East—What Has Happened in the 1990s?” World Bank Working Paper n°. 25.
- Edwards, S. 1998. “Openness, Productivity and Growth : What do we Really Know ?”. *Economic Journal*. Volume 108. Issue 447. March 1998. pp. 383-398.
- Feder, G. 1983. “On Exports and Economic Growth”. *Journal of Development Economics*. Volume 12. Issue 1-2. February-April. Pp. 59-73.
- Fontagné L., Guérin J.L. 1997. “ Innovation, imitation et rattrapage en présence de rigidités sur le marché du travail ”. *Revue économique*. 48. (5). Pp. 1265-1290.
- Greenaway, D., Morgan, W. et Wright, P. 2002. “Trade liberalization and growth in developing Countries”. *Journal of Development Economics*. Vol. 67. pp. 229-244.
- Lucas, R, E. 1988. “On the Mechanics of Economic Development”. *Journal of Monetary Economics*. Volume 22. Issue 1. pp. 3-42.

- Miller, S. M. et Upadhayay, M. P. 2000. "The Effects of Openness, Trade Orientation, and Human Capital on Total Factor Productivity". *Journal of Development Economics*. 63. pp. 399-423.
- Winters, L. A. 2004. "Trade Liberalisation and Economic Performance: An Overview" *The Economic Journal*. 114. pp. 4-21. February.
- Yanikkaya, H. 2003. "Trade openness and economic growth: a cross-country empirical investigation ». *Journal of Economic Development*. 72. pp57-89.